



Office of the Mayor | Bureau du maire

Pour publication immédiate

Le mardi 3 mars 2026

Paul Lefebvre
Mayor | Maire

paul.lefebvre@greatersudbury.ca
paul.lefebvre@grandsudbury.ca

P.O. Box 5000 Stn. A
200 Brady Street
Sudbury ON P3A 5P3

CP 5000 Succ A,
200, rue Brady
Sudbury, ON P3A 5P3

📞 705.674.4455
ext. 1 poste 2514

☎ 705.673.3096

greatersudbury.ca
grandsudbury.ca

Si nous souhaitons renforcer le Canada et protéger l'Ontario, nous devons donner plus de pouvoir à la région du Grand Sudbury

Dans le monde actuel, la défense nationale ne se limite plus aux frontières et aux bataillons. Elle dépend désormais des chaînes d'approvisionnement, de la sécurité énergétique et du contrôle des minéraux essentiels qui alimentent les systèmes de défense avancés, les infrastructures modernes et les technologies propres.

Les alliés comme les concurrents se disputent ces ressources, car elles sont à la base de la puissance économique, de la sécurité nationale et du leadership technologique. Du nickel qui renforce les équipements militaires et les infrastructures essentielles au cuivre qui alimente les réseaux électriques avancés, les systèmes radar et les batteries de nouvelle génération, ces minéraux sont essentiels au monde moderne.

Bon nombre de ces minéraux essentiels sont extraits, raffinés et transformés ici même, dans le Grand Sudbury. Ils ne restent pas ici. Ils sont utilisés dans tout le Canada et par nos alliés, faisant de cette communauté un front essentiel dans la course mondiale pour le contrôle des industries et des technologies de l'avenir.

D'autres pays comprennent les enjeux. Les États-Unis et la Chine dépensent des milliards pour assurer leur propre approvisionnement. À mesure que la concurrence mondiale s'intensifie, chaque retard accroît notre vulnérabilité. Perdre le contrôle des minéraux essentiels n'est pas un risque hypothétique. Il s'agit d'une menace réelle pour notre souveraineté.

Si le Canada et l'Ontario souhaitent sérieusement protéger leur indépendance économique en cette période d'instabilité géopolitique et d'incertitude commerciale, ils doivent désigner le Grand Sudbury comme zone économique spéciale.

Le Grand Sudbury est l'un des centres miniers critiques les plus importants du pays. Au cours des cinq prochaines années, le nombre de mines situées dans les limites de notre municipalité passera de 9 à 15, sans compter les exploitations supplémentaires situées juste à l'extérieur de nos frontières qui dépendent de notre main-d'œuvre, de nos infrastructures et de nos services.

Notre ville s'étend sur une superficie équivalente à celle de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous entretenons plus de 3 600 kilomètres de routes et un réseau de systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées qui desservent nos communautés et soutiennent un écosystème industriel plus large. Ces services et ces équipements permettent d'attirer et de retenir la main-d'œuvre qualifiée dont dépend le secteur minier.

Ce n'est pas un choix que nous avons fait. C'est la réalité d'une communauté sur laquelle le Canada compte pour extraire ces minéraux du sol. Pourtant, notre modèle de financement municipal n'a jamais été conçu pour assumer une responsabilité de cette ampleur.

Les habitants du Grand Sudbury fournissent l'infrastructure nécessaire à une industrie de plusieurs milliards de dollars avec une population d'environ 190 000 personnes. Près d'un tiers du PIB du nord de l'Ontario provient du Grand Sudbury, mais la grande majorité des redevances minières générées ici sont versées à Toronto et à Ottawa. Seule une petite partie revient à la communauté qui rend cette prospérité possible. Il en résulte un fardeau croissant et injuste pour les contribuables locaux.

Depuis plus d'un siècle, la richesse créée ici a contribué à financer des autoroutes, des réseaux de transport en commun, des arénas et des programmes nationaux dans toute la province et le pays. Le coût de l'entretien des infrastructures qui génèrent cette richesse est resté ici, avec nous. Ce déséquilibre est dépassé, insoutenable et n'est plus stratégiquement viable.

La désignation de zone économique spéciale est la solution pratique. Elle garantirait qu'une part plus équitable de la richesse générée dans le Grand Sudbury soit réinvestie dans le Grand Sudbury, dans les routes, le logement, les réseaux d'approvisionnement en eau et le développement de la main-d'œuvre. Elle contribuerait également à alléger la pression sur le logement et les services sociaux dans une ville qui se développe rapidement pour répondre aux besoins de la chaîne d'approvisionnement du Canada.

Il ne s'agit pas d'une aumône. Le cadre provincial des zones économiques spéciales et les initiatives fédérales de Bâtir le Canada existent précisément pour des moments comme celui-ci. Nous leur demandons d'utiliser ces outils ici et maintenant.

Cette désignation renforcerait également nos partenariats avec les communautés autochtones, qui ont joué un rôle essentiel dans le développement responsable des ressources dans cette région. Le Grand Sudbury est situé sur les terres traditionnelles des Premières Nations Atikameksheng Anishnawbek et Wahnapiatae, et nous sommes devenus un modèle pour la réalisation de grands projets grâce à un véritable partenariat.

Le statut de zone économique spéciale nous donnerait la capacité financière d'approfondir ce travail et d'assurer une prospérité partagée. Le fait est que le Grand Sudbury assume depuis des générations une responsabilité nationale avec un budget local. Nous n'avons pas attendu que quelqu'un d'autre fasse valoir nos arguments. Nous l'avons fait nous-mêmes.

Pour bâtir un Canada plus fort et protéger l'Ontario, il faut renforcer les communautés qui rendent cette sécurité et cette souveraineté possibles. Le Grand Sudbury est l'une de ces communautés. Il est temps que nous soyons traités comme tel.

- 30 -

Personne-ressource pour les médias :

Ken Bonder

Spécialiste des communications stratégiques

Bureau du maire

Ville du Grand Sudbury

Téléphone : 705 674-4455, poste 2515

Courriel : ken.bonder@greatersudbury.ca